

A Elmau, en Allemagne, les dirigeants du G7 en quête d'unité et d'influence face à Moscou

Le sommet se tient jusqu'à mardi dans les Alpes bavaroises. Au programme : la guerre en Ukraine et ses conséquences sur les pays émergents, les approvisionnements alimentaires et la flambée des prix de l'énergie.

Par [Philippe Ricard\(Elmau \(Allemagne\), envoyé spécial\)](#) et [Thomas Wieder\(Elmau \(Allemagne\), envoyé spécial\)](#)

Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, en 2014, le G8 est redevenu le G7, et le président russe, Vladimir Poutine, n'est plus présent sur la traditionnelle photo de famille qui réunit, chaque année, les dirigeants des sept pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et de l'Union européenne (UE).

Mais le chef du Kremlin s'est rappelé à leur bon souvenir, dimanche 26 juin, en faisant exploser [quatre missiles à Kiev quelques heures avant l'ouverture du sommet](#) du G7 dans le sud de l'Allemagne. Ces frappes russes, les premières depuis plusieurs semaines contre la capitale ukrainienne, ont touché un quartier d'habitation, faisant un mort et six blessés, dont une fillette de 7 ans. Elles relèvent de la « barbarie », a condamné le président américain, Joe Biden, en retrouvant ses homologues.

Même sans ces nouveaux bombardements contre Kiev, la guerre en Ukraine aurait occupé l'essentiel des discussions de [ce sommet, qui se tient jusqu'à mardi dans le cadre bucolique du château d'Elmau, au cœur des Alpes bavaroises](#). Un sommet dont le but est de resserrer les rangs au sein du camp occidental, alors que la prolongation du conflit a pu faire apparaître des divergences sur les objectifs du soutien apporté à Kiev et sur les modalités d'un éventuel cessez-le-feu. Ce dernier paraît inaccessible à ce jour en raison de l'intensité des combats dans le Donbass, où les Russes viennent de prendre le contrôle de la ville de Sievierodonetsk. Lundi, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, s'est entretenu à distance avec ses homologues occidentaux. Il leur a dit espérer que la guerre cesse d'ici à la fin de l'année, redoutant que l'hiver fige les positions. Et demandé d'intensifier les livraisons d'armes et les sanctions contre la Russie.

Soucieux d'envoyer un signal fort, Joe Biden et le premier ministre britannique, Boris Johnson, ont pris les devants en annonçant, dès dimanche, un embargo sur les importations d'or russe, et ce avant même que la décision ne soit actée par l'ensemble du G7. Alors que les ventes d'or russe à l'étranger ont représenté environ 14,6 milliards d'euros en 2021, leur interdiction priverait les propriétaires de ce métal d'un moyen de limiter l'impact des sanctions occidentales, explique Downing Street, particulièrement volontariste sur ce dossier.

« On n'est pas dans une recherche d'escalade »

Une telle mesure permettrait aux membres du G7 de montrer qu'ils entendent mettre un peu plus la Russie sous pression, sans pour autant aller jusqu'à élaborer un nouveau train de sanctions. Le dernier en date, décidé le 3 juin par l'UE, comprend notamment la mise en place d'un embargo sur le pétrole russe d'ici à la fin de l'année. « *Nous ne sommes pas dans une recherche d'escalade mais il s'agit plutôt de nous assurer que ce que nous avons décidé, qui est déjà très puissant, soit parfaitement coordonné* », indique l'Elysée. En prélude, le président français, Emmanuel Macron, et Boris Johnson ont tenté de réchauffer leur relation, électrisée par le Brexit. Non sans une petite pique du dirigeant britannique, qui a souligné après leur tête-à-tête, que « *toute tentative de régler le conflit maintenant ne ferait que causer une instabilité durable* ».

Bien que le G7 joue un rôle central dans la coordination des sanctions engagées contre la Russie et dans l'aide apportée à l'Ukraine, parfois au prix de débats feutrés, il est tenu de composer avec les nombreux pays asiatiques, africains et latino-américains qui refusent de choisir leur camp et s'inquiètent des conséquences du retour de la guerre en Europe. Plusieurs représentants de ces pays « non alignés » ont d'ailleurs été invités, lundi, en Bavière, à l'instar du premier ministre indien, Narendra Modi, et des présidents du Sénégal, Macky Sall, d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, d'Argentine, Alberto Angel Fernandez, et d'Indonésie, Joko Widodo ([par ailleurs à la tête du G20](#)).

Ces pays se sont abstenus, comme la Chine, de condamner la Russie, en particulier lors du vote organisé aux Nations unies (ONU) début mars pour tenter d'isoler Moscou sur le front diplomatique. Détail révélateur : quatre jours avant leur venue en Allemagne, les dirigeants indien et sud-africain ont participé au sommet virtuel des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) en présence de Vladimir Poutine, qu'ils refusent de considérer comme un paria.

Pour ces Etats, les sanctions imposées par les Occidentaux à Moscou sont un sujet sensible. D'une part, les puissances émergentes peuvent amoindrir voire contourner les mécanismes mis en place, tandis que la Russie est devenue le premier fournisseur de pétrole de la Chine depuis le début du conflit. D'autre part, les pays les plus pauvres sont « *pris entre le marteau de la guerre et l'enclume des sanctions* », comme le répète Macky Sall, qui préside actuellement l'Union africaine.

Un « Partenariat mondial pour les infrastructures »

Eux-mêmes soumis à de fortes pressions inflationnistes de nature à exacerber les inégalités et les mouvements sociaux, les membres du G7 souhaitent cependant assurer ces pays de leur solidarité, afin de limiter les effets collatéraux de la guerre sur des économies déjà affaiblies par la pandémie de Covid-19.

Pour cela, les Etats-Unis ont annoncé, dimanche, qu'ils « *souhaitent mobiliser 600 milliards de dollars [un peu moins de 570 milliards d'euros] d'ici à 2027 pour des investissements mondiaux dans les infrastructures* » à destination des pays en développement. Si le nom de la Chine n'a pas été prononcé, l'initiative, présentée par Joe Biden aux côtés de tous les membres du G7 - sauf Emmanuel Macron, officiellement retenu pour une question d'agenda, et Boris Johnson - , est clairement dirigée contre Pékin et ses « nouvelles routes de la soie ».

A côté de ce Partenariat mondial pour les infrastructures », dont les contours restent encore flous, deux sujets d'urgence devaient être lundi au cœur des discussions : la crise alimentaire et la flambée des prix de l'énergie.

Le G7 ne peut à lui seul juguler les risques de pénurie alimentaire mondiale. Les tractations en ce sens entre la Russie et l'Ukraine, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, patinent, dans l'espoir de lever le blocus russe des ports ukrainiens de la mer Noire, à commencer par celui d'Odessa. Et Kiev n'entend pas déminer l'accès à ses côtes, de crainte de voir Moscou en profiter sur le plan militaire. Par ailleurs, une idée fait son chemin, qui devrait être évoquée au G7 : aménager à la marge les sanctions financières sur certaines transactions, pour permettre aux assureurs de prendre en charge les convois d'exportation de céréales russes.

Diminuer la facture énergétique

En attendant, les Occidentaux poussent une série de dispositions afin de fluidifier les marchés céréaliers et s'assurer, entre autres, que la Chine ne profite de la situation pour augmenter ses stocks, au détriment de pays plus vulnérables.

C'est le sens en particulier de l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission) portée par Emmanuel Macron. Mais une douzaine d'Etats, dont l'Inde, ont réduit leurs propres exportations céréalières. Des annonces de soutien financier devraient être faites lors du sommet, dans le cadre de « l'Alliance globale pour la sécurité alimentaire », lancée par la présidence allemande du G7.

Autre dossier que le sommet devrait aborder, lundi, avec ses invités : la montée des cours de l'énergie, que la guerre en Ukraine exacerbe. Alors que les pays du Golfe producteurs de pétrole rechignent à augmenter significativement leur production, les Etats-Unis ont amorcé une discussion compliquée sur le plafonnement des prix du pétrole russe. La mesure vise à diminuer la facture des pays les plus vulnérables tout en limitant les revenus de Moscou. « *Je suis prudent et circonspect. Nous sommes prêts à prendre une décision avec nos partenaires, mais nous voulons nous assurer que ce que nous décidons aura un effet négatif sur la Russie, et non un effet négatif pour nous-mêmes* », a commenté le président du Conseil européen, Charles Michel.